



La Commune



Un toit, un bail, pour tous !

un bail | Logement

Des milliers de personnes ont manifesté à Paris pour le logement, le samedi 15 octobre. Parmi les participants se trouvaient des familles mal-logées d'Alfortville et de Vitry-sur-Seine, au coude à coude avec le CCSA et le Comité de soutien aux familles expulsées d'Aubervilliers, tous réunis dans un même cortège, tous unis autour des mêmes mots d'ordre. Nous poursuivons ici le dossier sur la crise du logement et les conséquences de la politique du logement en France commencé le mois dernier (*La Commune* n° 51).

Ils défilent ensemble, les résidents du 2 rue Véron à Alfortville, un immeuble-taudis dont le Syndicat d'Action Foncière du Val-de-Marne veut les expulser, ceux du 50, avenue Rouget de Lisle à Vitry, un immeuble privé d'eau courante, infesté par les rats, des habitants de la ZAC des bords de Marne, un quartier voué à la démolition où la municipalité veut implanter des bureaux, où les habitants sont en proie à l'humidité, aux courts-circuits, aux revêtements au plomb avec les risques de saturnisme que l'on sait ; ceux des hôtels meublés et des familles sans logis. Avec eux, le comité de soutien aux familles expulsées d'Aubervilliers, contraintes de camper pendant 4 mois dans des conditions abominables, face à une municipalité dirigée par le PCF qui s'est montrée particulièrement impitoyable.

" Quel élu municipal voudrait habiter ici ? "

Tout au long de la manifestation, le cortège Vitry-Alfortville-Aubervilliers scande, comme un leitmotiv : " *Réquisition de tous les logements vides et si vous ne le faites pas, on réquisitionnera !* " De ce cortège, particulièrement combatif, se dressent les pancartes sur lesquelles les mal-logés témoignent de leur sort : " *La toiture s'effondre, nous n'avons toujours pas de chauffage, tout est humide, et chez vous, Monsieur Rouquet ?* [Maire d'Alfortville, NdlR] ", une autre pancarte montre la photo d'une façade d'un bâtiment qui se lézarde en profondeur, avec pour commentaire : " *Quel élu municipal voudrait habiter ici ?* ". Ou encore, parmi bien d'autres, cette pancarte-ci : " *À l'hôtel depuis un an avec 3 enfants, le conseil général paye pour moi à l'hôtelier 1650 € par mois ! Il y a donc de l'argent pour me loger un HLM* ". Et, sur la banderole du Comité de Soutien d'Aubervilliers, nous lisons très nettement : " *À Aubervilliers aussi, refusons les expulsions* ".

La casse programmée du logement social HLM

Les médias se sont montrés très discrets sur la manifestation dans son ensemble ; ce qui n'enlève rien à la détermination grandissante des mal-logés, qui ne veulent pas continuer à vivre " comme des animaux " et qui accusent le gouvernement, les bailleurs sociaux et les municipalités de tout bord d'être à l'origine de la crise du logement, par leurs plans d'urbanisme, leurs projets de démolition de quartiers populaires, leurs politiques d'attribution des logements discriminatoires. Tous ces plans gouvernementaux, départementaux et locaux font le lit de la casse programmée du logement social HLM. Au-delà des effets d'annonce, les dernières mesures de Borloo visent à inciter les salariés à quitter Les HLM pour " *accéder à la propriété* " dans des conditions hypothétiques et précaires, en abaissant le plafond au-dessus duquel les locataires paient des surloyers exorbitants, en incitant à la vente de logements HLM, en offrant des terrains à la construction de logements sans dire lesquels et pour qui. De même lorsque Borloo brandit l'étendard de la lutte pour l'éradication des logements insalubres : est-ce pour les remplacer par des HLM ? À Alfortville, entre autres, la réponse est non : la municipalité PS-PC-Verts, suivant Borloo à la trace, remplace les taudis par des bureaux et des beaux immeubles à près de 2000 euros le m². Mais la révolte des mal-logés ne fait que commencer.

Notre position

- Réquisition immédiate de tous les logements et bureaux vides (application de l'article L-641 du Code de la construction et de l'habitat) en faveur des sans-logis, des familles placées dans les hôtels meublés, des familles entassées dans des habitations insalubres et dangereuses ;
- Un vrai toit, un vrai bail dans le parc HLM, pour toutes les familles mal-logées ;
- Plus une seule expulsion de logement, pour des arrêtés municipaux protégeant la population en difficulté du fait de la crise économique et de la maladie, pour l'interdiction des expulsions ;
- Pas une seule démolition de HLM, pour leur réhabilitation sans augmentation de loyers et charges aux dernières normes de confort et de sécurité incendie.
- Construction massive de HLM.

Modifié le mercredi 02 novembre 2005

Voir aussi dans la catégorie France

La formation professionnelle en miettes - Première partie

Dossier du mois La loi El Khomri a mis en route le « Compte Personnel d'Activité » (CPA). Un « compte » qui aurait pu aussi bien s'appeler « Compte de Précarité Assurée », sous couvert... >>

Vers un Manifeste de La Commune

Comme l'avait déjà annoncé Marx, le capitalisme condamne des masses considérables d'êtres humains « mourir de faim dans un monde d'abondance ». Comme l'avait annoncé Jaurès : «... >>

Urgence - Hôpital

Les hôpitaux sont la proie des prédateurs au pouvoir. S'appuyant sur des lois, des décrets, des réformes de rationnement et de rentabilisation de la santé, au nom de « la maîtrise des... >>

Comment Macron et Collomb traquent les réfugiés

Une Europe qui refuse d'accueillir les réfugiés. En France, malgré les discours démagogiques de Macron les réfugiés demeurent aux yeux de tous ces politiciens le fardeau qu'ils veulent... >>

Contre Mélenchon

Contribution de Daniel Petri. Ci-dessous le sommaire et la préface. Vous pouvez retrouver l'intégralité de contribution en PDF joint. (Voir partie II) >>

La violence policière « en marche »

L'état d'urgence, reconduit à plusieurs reprises depuis deux ans, a jeté une lumière crue sur la violence policière de l'État. Les « bavures » sont nombreuses, de plus en plus graves,... >>
